

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09318P0303 du 29/10/2018

portant retrait de la décision implicite relative à la demande n° F09318P0303 et portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2017-12-11-018 du 11/12/17 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09318P0303, relative à la réalisation d'un projet de création d'un parking souterrain sur deux niveaux au sein de la ZAC Nice Méridia sur la commune de Nice (06), déposée par la société EIFFAGE IMMOBILIER SUD EST, reçue le 18/09/2018 et considérée complète le 21/09/2018 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 16/10/2018 ;

Considérant la nature du projet, qui relève des rubriques 41a et 17b du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en la réalisation d'un parking souterrain de 779 places sur deux niveaux sur une surface totale de 13 900 m² ;

Considérant que le projet s'inscrit dans un périmètre plus global au sein de la ZAC Méridia qui a fait l'objet d'une étude d'impact et d'un avis de l'autorité en date du 02/10/2014 ;

Considérant la localisation du projet dans un secteur anthropisé ;

Considérant que le projet n'est inscrit dans aucun périmètre de protection réglementaire ou contractuelle et qu'il ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique ;

Considérant que le projet s'inscrit dans la démarche écovallée qualité qui définit des niveaux minimum de performance environnementale ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à respecter les mesures prévues dans l'étude d'impact du dossier de la réalisation de la ZAC et du projet JOIA ;

Considérant que la bonne mise en œuvre et le suivi des mesures d'évitement et de réduction sont de nature à permettre de maîtriser les impacts du projet sur l'environnement ;

Arrête :

Article 1

La décision implicite résultant du silence gardé par l'administration au delà du délai réglementaire fixé par l'article R122-3-IV du code de l'environnement et prescrivant une étude d'impact pour la réalisation d'un projet de création d'un parking souterrain sur deux niveaux au sein de la ZAC Nice Méridia sur la commune de Nice (06) est retirée ;

Article 2

Le projet de création d'un parking souterrain sur deux niveaux au sein de la ZAC Nice Méridia situé sur la commune de Nice (06) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à la société EIFFAGE IMMOBILIER SUD EST.

Fait à Marseille, le 29/10/2018.

*Le Directeur Régional Adjoint de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement*

Eric LEGRIGEOIS

Voies et délais de recours d'une décision dispensant le projet d'étude d'impact
--

Recours gracieux et hiérarchique, dans les conditions de droit commun, ci-après :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision)